



Débloquer le pouvoir des citoyens pour atteindre les objectifs de développement durable et le nouveau programme pour les villes

Déclaration collective pour le sommet des Nations unies sur les ODD

New York City, septembre 2023

Les organisations souscrites conviennent de l'importance de l'Agenda 2030 et de la nécessité d'accélérer les actions menées par de multiples parties prenantes pour sa mise en œuvre effective. **Alors que les États membres et les agences des Nations unies se réunissent pour le Sommet des ODD de 2023, nous les prions instamment de s'engager en faveur d'actions concrètes guidées par une approche fondée sur les droits de l'homme et par l'inclusion des acteurs de la société civile et des gouvernements locaux. Nous exigeons un engagement actif et un soutien durable aux initiatives communautaires et municipales telles que la production sociale de l'habitat, le droit à la ville, l'économie sociale et solidaire, la transition vers un modèle énergétique et économique plus propre et plus juste, l'agenda des soins et la protection collective des biens communs naturels, sociaux et culturels.**

La déclaration du sommet reflète un consensus sur l'importance de **réaliser des transformations substantielles** qui répondent aux défis actuels en s'appuyant sur les engagements de l'Agenda 2030. Néanmoins, le discours général de la déclaration ne représente pas un changement significatif par rapport à ce qui existe déjà. **Elle émule des approches réductrices et insuffisantes, en particulier en ce qui concerne le développement économique en tant que croissance infinie et la prise de décision politique qui donne la priorité au niveau national.**

Avec une variété de parties prenantes s'engageant pendant le Sommet et ses activités précédentes, la position ci-dessus est partagée par diverses circonscriptions. La déclaration de la [Taskforce Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux au Sommet](#), souligne la nécessité "d'aller au-delà des changements progressifs pour transformer nos sociétés et réaliser l'Agenda 2030", tandis que les [messages clés](#) du **Groupe majeur des femmes** pour le Forum politique de haut niveau 2023, qui s'est tenu en juillet, appellent à une action immédiate pour la mise en œuvre complète des ODD, sur la base de la cohérence des politiques et de mécanismes de responsabilité solides, en s'appuyant sur un "ensemble d'orientations fondées sur les droits que nous voyons trop rarement intégrées dans les procédures du Forum politique de haut niveau (FPHN) ou dans la mise en œuvre à l'échelle nationale". Cet appel est également repris dans la [déclaration conjointe](#) des **rapporteurs spéciaux, des experts indépendants et des présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.**

Les ODD ne sont pas mis en œuvre dans une perspective de droits humains, bien qu'ils soient considérés comme complémentaires d'autres cadres plus globaux tels que le **Nouveau Programme pour les Villes (NPV)**, ils n'y sont pas intégrés. Bien que la reconnaissance du NPV dans la déclaration finale soit bienvenue, elle n'inclut pas certains des **principes clés du NPV tels que l'accomplissement des fonctions sociales et écologiques des terres et des établissements humains, le soutien à l'économie sociale et solidaire, la gestion démocratique des villes et des territoires, et le droit à l'éducation et à la formation.**



En outre, la déclaration mentionne la "localisation" mais n'aborde pas dynamiques territoriales cruciales. Ce faisant, une occasion est perdue d'engager une discussion significative sur les causes profondes des défis les plus pressants dans les villes et les établissements humains. Ces défis sont liés à des **modèles de croissance urbaine et de développement économique** fondés sur la maximisation des profits, l'exploitation de la nature et de l'environnement et la centralisation croissante du pouvoir et de la prise de décision. **Il est clair qu'aucune véritable action de transformation ne peut être réalisée sans changer la dynamique économique et politique actuelle.**

Les États membres et les agences de l'ONU doivent s'engager dans des approches transformatrices et locales telles que l'économie sociale et solidaire, le leadership des femmes de la base en matière de soins, le droit à la ville, la production sociale de l'habitat, la transition juste et la défense et la protection collectives des biens communs. Ces approches introduisent de nouvelles formes d'organisation sociale, politique et économique centrées sur l'intérêt collectif. Elles permettent de progresser vers des sociétés plus démocratiques grâce à des pratiques d'innovation sociale qui cherchent à introduire des cadres de prise de décision plus horizontaux, collaboratifs et collectifs. **La déclaration mentionne la "participation" et les "partenariats", mais sans reconnaître les efforts menés par les acteurs sur le terrain,** en particulier par les groupes communautaires, la société civile et les gouvernements locaux, ni fournir de cadres concrets et adéquats pour soutenir ces initiatives et, dans de nombreux cas, en les sapant. Cela contribue à un scénario d'invisibilisation des contributions pertinentes aux ODD par les acteurs locaux et les communautés, qui manquent de soutien durable de la part des gouvernements nationaux et des institutions multilatérales, qui dans le même temps s'abstiennent également de leurs responsabilités de régulation des grandes entreprises.

Associée aux limites très préoccupantes de la participation des acteurs non étatiques lors du sommet, la déclaration n'inspire pas confiance dans le fait que ses résultats contribueront effectivement à réaliser les transformations nécessaires, ni qu'elle alimentera un débat plus large et plus que nécessaire sur la pluralisation et la démocratisation du système de gouvernance des Nations unies et sur l'architecture financière qui devrait permettre de tenir les engagements pris. **Alors que les discussions se préparent en vue du Sommet pour l'avenir de 2024, il est clair que si nous n'élargissons pas considérablement les canaux de dialogue et de collaboration avec d'autres parties prenantes et si nous ne soutenons pas efficacement les processus menés par les communautés et le rôle des femmes dans la prise de décision, nous resterons sur la voie de l'inertie et d'une régression considérable.** En particulier dans un contexte de crises multiples, graves et interconnectées, y compris l'attaque et l'affaiblissement des institutions et mécanismes démocratiques, et la criminalisation des militants des droits de l'homme et des mouvements sociaux, l'ONU manque une occasion de faire les adaptations nécessaires pour assurer une mise en œuvre transformatrice et accélérée de l'agenda des ODD et de ses engagements.

Ainsi, à l'approche du Sommet des ODD de 2023, nous appelons collectivement à des engagements engagés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 afin de réaliser une transformation substantielle vers des établissements humains plus justes, durables et diversifiés, basés sur le bien-être collectif et la protection des personnes et de la planète. **Pour ce faire, le discours et la pratique doivent être radicalement modifiés dans le cadre d'un engagement ferme en faveur d'alternatives substantielles aux systèmes de prise de décision économiques et politiques actuellement en place. Cela commence par la reconnaissance et l'inclusion effectives des acteurs de la société civile et des gouvernements locaux dans le débat, ainsi que par un soutien direct aux initiatives de transformation qu'ils mènent.**